Dans son dernier livre Conversations entre adultes*[1], Yanis Varoufakis donne sa version des raisons qui ont conduit à la capitulation honteuse du gouvernement Tsipras en juillet 2015. Il analyse essentiellement la période 2009-2015 tout en faisant des incursions dans des époques plus lointaines.*

Avec ce livre volumineux (550 pages dans la version originale en anglais), Yanis Varoufakis démontre qu'il est un grand narrateur. Il réussit par moment à émouvoir le lecteur. Son style direct permet de suivre de manière vivante le cours des évènements.

Eric Toussaint, docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France, livre ici une version autre des événements racontés par Yanis Varoufakis, et met en lumière les impasses de la politique suivie par l'ancien ministre des finances grec.

Ce texte a été publié en trois parties sur le site du CADTM.

De la démonstration faite par l'auteur, on peut clairement conclure que son comportement et l'orientation politico-économique qu'il a défendue ont contribué à conduire au désastre. En effet, Yanis Varoufakis revendique clairement un rôle de premier plan dans l'élaboration de la stratégie qu'a adoptée avant la victoire électorale de janvier 2015 une poignée de dirigeants de Syriza : Alexis Tsipras, Yanis Dragasakis, Nikkos Pappas essentiellement.

Varoufakis ne plaide pas coupable : il est convaincu que si Tsipras avait réellement appliqué l'orientation qu'il lui a proposée et que Tsipras a acceptée à la fin 2014, cela n'aurait pas débouché sur une défaite pour le peuple grec. Mais, contrairement à la conviction de Varoufakis, une lecture attentive de son livre aboutit à la conclusion qu'il a contribué à la défaite.

Les propositions de Varoufakis qui menaient à l’échec

Contrairement à la conviction de Varoufakis, une lecture attentive de son livre aboutit à la conclusion qu’il a contribué à la défaite du peuple grec. Varoufakis explique comment progressivement il a convaincu Tsipras, Pappas et Dragasakis de ne pas respecter l’orientation adoptée par Syriza en 2012 puis en 2014. Il explique qu’il a élaboré avec ceux-ci une nouvelle orientation qui n’a pas été discutée dans Syriza et qui était différente de celle présentée par Syriza lors de la campagne électorale de janvier 2015. Cette orientation conduisait au mieux à l’échec, au pire à la capitulation.

L’orientation défendue par Varoufakis

Varoufakis résume le contenu de l’accord qu’il a passé avec Alexis Tsipras, Dragasakis et Pappas en novembre 2014 lors d’une réunion tenue dans l’appartement de Tsipras. Cette réunion avait été organisée par le trio Tsipras-Pappas-Dragasakis afin de convaincre Varoufakis d’accepter de devenir ministre des Finances dans le gouvernement qui serait formé prochainement par Syriza.

> « C’est là qu’Alexis m’a fait une offre, tranquillement et sous le regard vigilant de Dragazakis. – Si on gagne, or il n’y a plus aucun doute qu’on va gagner, je voudrais que tu sois ministre des Finances. »

Varoufakis résume 6 mesures prioritaires qu’il a proposées à Tsipras, Dragazakis et Pappas et que ceux-ci ont acceptées. Ces mesures impliquaient de rester dans la zone euro. Varoufakis écrit :

> « j’ai cru bon de récapituler nos objectifs communs : la restructuration de la dette vient en premier lieu ;deuxièmement, excédent primaire ne dépassant pas 1,5 % du revenu national et pas de nouvelles mesures d’austérité ;troisièmement, réductions d’ampleur des impôts des sociétés ;quatrièmement, privatisations stratégiques avec conditions préservant les droits du travail et relance des investissements ;cinquièmement, création d’une banque de développement qui utiliserait les actifs publics restant comme caution pour générer de l’investissement de l’intérieur, et dont les dividendes seraient canalisés dans les fonds de pension publics ;sixièmement, politique de transfert des actions et de la gestion des banques à l’UE (…).Une fois de plus, ils étaient partants, encore plus convaincus ».

Varoufakis déclare très clairement que ces mesures devaient se substituer au programme de Thessalonique présenté par Tsipras en septembre 2014. , Voici ce qu’il écrit à propos de ce programme :

> « … j’étais à Austin quand j’ai entendu aux informations qu’Alexis avait présenté les grandes lignes de la politique économique de Syriza dans un discours à Thessalonique. Surpris, je me suis procuré le texte et je l’ai lu. Une vague de

> nausée et d'indignation m'a submergé. Je me suis tout de suite mis au boulot. Moins d'une demi-heure plus tard, j'avais un article que le Premier ministre Samaras utiliserait pour fustiger Syriza devant le Parlement : « Même Varoufakis, votre gourou économique, estime que vos promesses sont bidons. » Et elles l'étaient. […] Le « Programme de Thessalonique » […] promettait des augmentations de salaire, des subventions, des bénéfices et des investissements qui seraient financés par des mannes imaginaires, ou illégales. Il comprenait également des engagements que nous ne devrions même pas avoir à tenir. Enfin, il allait à l'encontre de toute stratégie de négociations raisonnable pour maintenir la Grèce dans la zone euro, tout en affirmant qu'elle devait y rester. Le programme était tellement bancal que je n'ai même pas pris la peine de le critiquer point par point. Voilà ce que j'ai préféré écrire : « J'aurais tellement aimé lire un autre discours de la part d'Alexis Tsipras ! Vous imaginez un discours qui commencerait par « Pourquoi voter pour nous ? » et répondrait, « Parce que nous vous promettons trois choses : du sang, de la sueur et des larmes ! »Du sang, de la sueur et des larmes, voilà ce que Churchill a promis au peuple britannique en 1940 quand il a pris la tête du gouvernement. Et pourquoi ? Pour gagner la guerre. »

Prendre comme référence positive W. Churchill dans une critique publique adressée au programme de Thessalonique, c'est toute une affaire. Churchill a organisé la répression sanglante des manifestations et des grèves qui ont secoué la Grèce à la fin de l'année 1944 lorsque, dans le cadre des Accords de Yalta, la Grande-Bretagne a pris le contrôle du pays en réprimant les principales forces qui avaient libéré le pays de l'occupation nazie.

Revenons sur les mesures telles que résumées par Varoufakis

Première proposition : la restructuration de la dette

Varoufakis propose une restructuration de la dette sans réduction du stock. La réalisation de cette première mesure très modérée dépend en réalité de la bonne volonté de la Troïka. Il s'agit d'un vœu pieux. Sans recourir à une suspension de paiement, combinée à d'autres actes unilatéraux dont la réalisation d'un audit (avec participation citoyenne), il était impossible de contraindre les créanciers d'accepter une véritable réduction radicale de la dette. La proposition principale de Varoufakis en matière de restructuration de la dette s'inscrit, comme il l'indique lui-même, dans la continuité du texte intitulé : *« Modeste Proposition pour résoudre la crise de la zone euro »*. La réalisation de cette proposition qui consistait à mutualiser les dettes publiques de la zone euro aurait impliqué une décision commune des gouvernements de la zone afin de soulager les finances publiques et d'abandonner des politiques d'austérité. C'est techniquement possible, c'est politiquement souhaitable du point de vue de la relance économique et d'un nouveau contrat social néokeynésien mais, malgré le caractère modéré de la proposition, c'est totalement incompatible avec la politique menée par la plupart des gouvernements concernés. Il faut vraiment être très naïf pour penser que les gouvernants en place dans la plupart des capitales européennes pourraient être favorables à une relance keynésienne. Fonder une solution sur une telle hypothèse, c'est faire preuve d'un manque total de conscience des rapports de force et des motivations des dirigeants européens.

Toute la proposition de Varoufakis en matière de dette était et est inacceptable d'un point

de vue de gauche car elle supposait d'écarter tout débat sur la légalité et la légitimité des dettes réclamées à la Grèce. La dernière version proposée par Varoufakis fin 2014-2015 impliquait les orientations suivantes en matière de dettes : ne pas remettre en cause et ne pas réduire la dette due au FMI et aux créanciers privés, et arriver à un arrangement avec les partenaires européens sur les points suivants :

> « le gouvernement émettrait des obligations perpétuelles, qui auraient la même valeur nominale que les obligations appartenant à la BCE, avec un taux d'intérêt faible, mais sans date de maturité ni d'expiration » ;
>
> « les dettes obligataires du fonds européen de renflouement seraient échangées contre de nouvelles obligations du gouvernement grec de trente ans, là encore ayant la même valeur que la dette existante (donc pas de décote formelle), mais avec deux conditions : d'abord, les remboursements annuels devaient être suspendus jusqu'à ce que le revenu du pays ait atteint un certain seuil ; deuxièmement, le taux d'intérêt serait lié aux taux de croissance de l'économie grecque ».

Ces deux propositions étaient tout autant irréalisables du point de vue politique que la mutualisation des dettes. En outre, toute la proposition de Varoufakis en matière de dette était et est inacceptable d'un point de vue de gauche car elle supposait d'écarter tout débat sur la légalité et la légitimité des dettes réclamées à la Grèce. La proposition Varoufakis s'opposait frontalement à l'orientation adoptée par Syriza en 2012 : la suspension unilatérale du paiement de la dette et la réalisation d'un audit de celle-ci (je reviendrai là-dessus plus loin). Par ailleurs, et c'est important, dans sa proposition, Varoufakis n'inclut pas explicitement l'abandon des conditionnalités imposées par les créanciers. Varoufakis explique lui-même que sa proposition est hyper modérée :

> « Il s'agissait de mesures modérées et politiquement acceptables pour les créanciers puisqu'elles ne comprenaient aucune décote directe. Vis-à-vis du public et des investisseurs potentiels, c'était également le signe que l'UE accepterait d'avoir sinon le beau rôle, du moins un rôle nouveau : non plus le créancier impitoyable d'un État insolvable, mais le partenaire de la croissance de la Grèce puisque les remboursements de ce pays seraient proportionnels à l'augmentation de son revenu nominal.

Pas une seule fois je n'ai entendu un représentant du FMI ou de l'UE critiquer la logique qui sous-tendait ces propositions. Comme le fit remarquer le PDG d'une des plus grosses banques d'investissement américaines après les avoir découvertes : Vous leur proposez le genre de deal qu'un avocat spécialiste des faillites à Wall Street imaginerait. »

Il est évident que cette orientation était également explicitement contraire au refus légitime de poursuivre le paiement d'une dette odieuse.

Deuxième proposition : *« un excédent primaire ne dépassant pas 1,5 % du revenu national et pas de nouvelles mesures d'austérité. »*

S’engager à dégager un excédent primaire de 1,5 % est totalement incompatible avec une véritable politique de relance de l’activité économique, de l’emploi public et privé, du pouvoir d’achat des masses populaires… En Grèce, un gouvernement de gauche qui veut réellement mettre en place une politique de relance et répondre à la crise humanitaire doit appliquer une politique de déficit public pendant plusieurs années et refuser de dégager un excédent primaire.

Troisième proposition : des réductions d’ampleur des impôts des sociétés

Concernant cette mesure que Varoufakis résume ainsi : *« Ceci demanderait de fortes réductions de la TVA et des impôts sur les sociétés car il fallait redonner de l’énergie au secteur privé. ».* Croire que la réduction des impôts des sociétés va augmenter la contribution de celles-ci dans le revenu fiscal total relève davantage d’une incantation libérale que d’un raisonnement argumenté. Il mentionne une question de Tsipras :

> « – Pourquoi les boîtes devraient payer moins ? m’a demandé Alexis.
>
> Je lui ai expliqué : le secteur privé devait payer plus en ce qui concerne le revenu fiscal total, mais la seule façon d’augmenter sa contribution globale alors que les ventes étaient au point mort et les banques en faillite, incapables de fournir des crédits aux entreprises rentables, c’était de réduire les impôts sur les sociétés. Dragasakis était d’accord, ce qui a apaisé Alexis et Pappas. »

Promettre une réduction des impôts des sociétés de manière indifférenciée est tout à fait incompatible avec une politique de gauche. Il faut augmenter le taux d’imposition des grandes sociétés et le faire respecter. Simultanément, il est tout à fait possible de baisser le taux d’imposition des petites entreprises. Par ailleurs, croire que la réduction des impôts des sociétés va augmenter la contribution de celles-ci dans le revenu fiscal total n’est nullement démontré et relève davantage d’une incantation libérale que d’un raisonnement argumenté.

Quatrième proposition : des privatisations stratégiques avec conditions préservant les droits du travail et relance des investissements

Varoufakis précise :

> « Quant aux privatisations, si nous voulions un accord avec l’UE et le FMI, il fallait accepter des compromis. Le refus de principe de Syriza devait être remplacé par une politique d’analyse au cas par cas. Il fallait arrêter de brader les holdings publiques, mais les actifs tels que les chemins de fer et les ports devaient être accessibles à condition qu’il y ait un minimum de niveau d’investissement, que l’acheteur s’engage à fournir aux travailleurs des contrats dignes et le droit de représentation syndicale, et que l’État demeure un actionnaire important, y compris minoritaire, car les dividendes de ses actions lui serviraient à soutenir les fonds de pension. »

Varoufakis était favorable à l'acceptation de la poursuite de certaines privatisations, condamnant le gouvernement à la soumission face aux grandes entreprises et au capital étranger.

Alors que Syriza se battait pour mettre fin aux privatisations et pour renationaliser une série d'entreprises privatisées, Varoufakis, comme il l'a mis en pratique quand il est devenu ministre, était favorable à l'acceptation de la poursuite de certaines privatisations. Cela condamnait le gouvernement à la soumission face aux grandes entreprises et notamment au capital étranger. Cela réduisait à l'impuissance les pouvoirs publics.

Cinquième proposition : la création d'une banque de développement

Cette banque de développement doit utiliser « les actifs publics restant comme caution pour générer de l'investissement de l'intérieur, et dont les dividendes seraient canalisés dans les fonds de pension publics. »

Varoufakis propose la création d'une banque de développement croupion comme lot de consolation à la poursuite des privatisations et au transfert des banques grecques aux créanciers étrangers (voir la proposition 6). Il écrit :

> « Les actifs qui restaient propriété publique devaient être transmis à une nouvelle banque de développement publique qui les utiliserait comme garanties ou collatéraux pour lever des fonds, lesquels seraient investis dans ces mêmes actifs afin de booster leur valeur, créer des emplois et augmenter les revenus à venir. Ils ont également acquiescé là-dessus. »

Varoufakis présente la mesure de création d'une banque publique de développement afin de faire avaler les propositions 4 et 6 qui sont en contradiction totale avec une stratégie de gauche. La mesure 4 consiste à poursuivre les privatisations et la mesure 6 consiste à abandonner le pouvoir que les pouvoirs publics grecs avaient encore sur les banques grecques. La mesure 5 servait de leurre afin de faire croire que les pouvoirs publics allaient se doter d'un véritable instrument public de développement.

Sixième proposition : le « transfert des actions et de la gestion des banques à l'UE » (sic !)

Varoufakis précise qu'il s'agissait de

> « confier la gestion et la propriété de ces banques à l'UE. C'était une proposition ultra-audacieuse pour un parti qui penchait vers la nationalisation du secteur bancaire »

L'État grec était l'actionnaire principal de toutes les banques grecques et la position de Syriza consistait à ce que les pouvoirs publics exercent réellement leur pouvoir sur les banques. En proposant à Tsipras, Pappas et Dragasakis de transférer à l'UE les actions

détenues par les pouvoirs publics grecs. En proposant de transférer à l'UE les actions détenues dans les banques par les pouvoirs publics grecs, Varoufakis réalise un pas supplémentaire et dramatique vers l'abandon complet de souveraineté.

Après avoir résumé les 6 propositions acceptées selon lui par Tsipras-Pappas-Dragasakis, Varoufakis en vient à la stratégie qu'un gouvernement Syriza devrait appliquer dans la négociation avec l'UE. Il explique que si l'UE décidait de saboter directement le gouvernement, ce serait la BCE qui serait chargée du sale boulot. Elle couperait la liquidité aux banques grecques et les obligerait à fermer comme elle l'a fait en mars 2013 à Chypre selon Varoufakis.

Varoufakis précise qu'il a obtenu de Tsipras-Pappas-Dragasakis un accord pour répondre de la manière suivante :

> « Leur assentiment devait comprendre ma stratégie de négociation, dont l'élément dissuasif clé, la menace de décote des obligations SMP, et le système de paiement parallèle destiné à gagner du temps en cas d'impasse et de fermeture des banques. »

Varoufakis affirme que suite à la réunion avec le trio Tsipras-Pappas-Dragasakis il a accepté le poste de ministre des Finances. Dragasakis de son côté occuperait le poste de vice-premier ministre et superviserait directement trois ministères clés dont celui des Finances.

Les origines de la crise grecque et les étonnantes relations de Varoufakis avec la classe politique

Yanis Varoufakis met l'accent à plusieurs reprises sur le large éventail de ses relations dans le milieu politique grec. Il insiste sur son amitié passée avec Yanis Stournaras (l'actuel directeur de la banque centrale de la Grèce, allié de Draghi et des banquiers privés grecs et étrangers), sur ses bons rapports en 2009 avec Georges Papandréou (qui a mis en œuvre la politique conduisant au premier mémorandum), sur ses relations avec Antonis Samaras (qui a dirigé le gouvernement grec après le deuxième mémorandum) et il consacre une partie importante des 4 premiers chapitres du livre à relater la construction de rapports étroits de collaboration et à certains moments de complicité avec 3 dirigeants de Syriza. Il s'agit d'Alexis Tsipras (qui a conduit le peuple grec au troisième mémorandum), Nikos Pappas (l'alter ego de Tsipras, devenu ministre d'État dans le gouvernement Tsipras I) auquel s'est ajouté, en cours de route, Yanis Dragasakis (avant que celui-ci devienne vice-premier ministre des gouvernements Tsipras I et II). Dans cette deuxième partie, je vais aborder le récit du début de la crise grecque ainsi que les relations de Varoufakis avec la classe politique traditionnelle grecque.

Varoufakis dénonce les banquiers grecs mais la solution qu'il a proposée à Alexis Tsipras à partir de juin 2012 consistait à transférer la propriété des banques grecques à l'Union européenne. Il relate de manière très discutable l'enchaînement des événements qui ont conduit à l'imposition du premier mémorandum de mai 2010. Tout en s'en défendant, il conforte la narration officielle selon laquelle la cause de la crise réside dans l'incapacité de l'État grec à faire face à la dette publique. Bien qu'il dénonce l'état lamentable dans lequel les banques privées grecques s'étaient placées[2], il met l'accent sur l'incapacité de l'État grec à faire face à la situation et déclare que celui-ci aurait dû se déclarer en faillite. Il

écarte la possibilité qui était “offerte” à l’État de refuser d’assumer les pertes des banques. Son raisonnement sur la faillite de l’État grec tient au fait que, selon lui, le passif (=les dettes) des banques privées était, qu’on le veuille ou non, à charge de l’État. Le passif des banques privées était tellement élevé que l’État grec était incapable d’y faire face. Pourtant, à différents moments de l’histoire, des États ont refusé d’assumer les pertes des banques privées. L’Islande l’a fait à partir de 2008 lors de l’effondrement de son secteur bancaire privé et s’en est très bien tirée. Elle a su faire face victorieusement aux menaces de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas[3].

Il ne suffit pas de dire que la Grèce n’est pas l’Islande, il ne suffit pas d’affirmer que la Grèce fait partie de la zone euro et devait y rester pour mettre fin au débat. Varoufakis adopte une attitude en réalité conservatrice du point de vue économique et social. Il dénonce les banquiers grecs mais la solution qu’il a proposée à Alexis Tsipras à partir de juin 2012 consistait à transférer la propriété des banques grecques à l’Union européenne.

Par ailleurs, il est évident qu’il fallait remettre en cause le paiement de la dette publique qui avait fortement augmenté principalement dans les années 1990 du fait de la poursuite d’objectifs illégitimes (dépenses militaires excessives, financement des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches, financement par la dette de la baisse des cotisations sociales qui étaient à charge du patronat…) ou du financement de cette dette à des conditions illégitimes (taux d’intérêt abusif prélevés par les banques), et suivant des modalités qui étaient marquées par la corruption et d’autres facteurs d’illégalité[4].

Varoufakis et le gouvernement de Georges Papandreou (PASOK) 2009-2011

> « En automne 2009, un nouveau gouvernement grec a été élu avec la promesse suivante : dépenser plus pour aider la montagne du revenu de la nation à se reconstruire. Sauf que le nouveau Premier ministre et son ministre des Finances, issus du parti social-démocrate, le Pasok, n’ont pas compris. La faillite de l’État était déjà là, avant même qu’ils prêtent serment.»

Il est faux d’affirmer que l’État était en faillite. Ce discours conforte la présentation mensongère donnée par la Troïka et les médias dominants. Ce que ne dit pas Varoufakis, c’est que Papandréou a dramatisé la situation de la dette publique et du déficit public au lieu de faire supporter le coût de cette crise bancaire aux responsables, tant étrangers que nationaux (à savoir les actionnaires privés, les administrateurs des banques, les banques étrangères et autres sociétés financières qui avaient contribué à générer la bulle spéculative). Le gouvernement de Papandréou a fait falsifier les statistiques de la dette grecque, non pas dans les années précédant la crise pour la réduire (comme la narration dominante le prétend) mais en 2009 pour l’augmenter. C’est ce que démontre très clairement la Commission pour la Vérité sur la dette publique grecque dans son rapport de juin 2015[5]. Varoufakis ne dénonce pas la falsification, il prend pour argent comptant les affirmations de Papandréou, de son ministre des Finances sur l’état dramatique des finances publiques.

Après les élections législatives du 4 octobre 2009, le nouveau gouvernement de Georges Papandréou procéda en toute illégalité à une révision des statistiques afin de gonfler le déficit et le montant de la dette pour la période antérieure au mémorandum de 2010. Le

niveau du déficit pour 2009 subit plusieurs révisions à la hausse, de 11,9 % du PIB en première estimation à 15,8 % dans la dernière. Andréas Georgiu, directeur en 2009-2010 de l'office grec des statistiques ELSTAT (alors qu'il occupait encore un mandat au FMI) a été condamné en août 2017. Sous le titre : *« En Grèce, condamnation de l'ancien chef des statistiques, qui avait maquillé les chiffres du déficit public »*, voici ce qu'en dit le quotidien *Le Monde* dans son édition du 1er août 2017 :

> « Andréas Georgiou, ancien chef de l'office des statistiques grecques, Elstat, au cœur de la saga des faux chiffres du déficit public au début de la crise de la dette, a été condamné, mardi 1er août, à deux ans de prison avec sursis. Le tribunal correctionnel d'Athènes l'a jugé coupable de « manquement au devoir », selon une source judiciaire. Cet ancien membre du Fonds monétaire international était poursuivi pour s'être entendu avec Eurostat (l'office européen de statistiques, dépendant de la Commission) afin de grossir les chiffres du déficit et de la dette publique grecs pour l'année 2009. Le but supposé : faciliter la mise sous tutelle financière du pays, avec le déclenchement, en 2010, du premier plan d'aide internationale à la Grèce – on en est au troisième, depuis août 2015.[6]»

Contrairement à ce qu'affirme Varoufakis, les banques privées n'ont pas stoppé les crédits à l'État grec en 2009, ce sont les crédits aux secteurs privés grecs qui ont été interrompus. Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme Varoufakis, les banques privées n'ont pas stoppé les crédits à l'État grec en 2009, ce sont les crédits aux secteurs privés grecs qui ont été interrompus au cours de cette année. A l'automne 2009, l'Etat grec réussissait sans difficulté à lever des fonds. L'arrêt des crédits des marchés financiers à l'État grec a eu lieu en 2010, après que Papandréou a dramatisé la situation et au moment du lancement du processus du 1er mémorandum.

Varoufakis explique à plusieurs endroits du chapitre 2 qu'il entretenait, malgré des divergences évidentes, de bons rapports avec Papandréou :

> « En janvier 2010, au cours d'un entretien à la radio, j'ai prévenu le Premier ministre, que je connaissais personnellement et avec qui j'avais des rapports plutôt amicaux, en lui disant : « Quoique tu fasses, ne va pas chercher des emprunts d'État chez nos partenaires européens pour essayer, en vain, d'éviter la banqueroute.[7] »

Sur ce dernier point, Varoufakis a raison : il ne fallait pas aller chercher des crédits du côté de la Troïka. Par contre, Varoufakis a tort quand il affirme que l'État grec aurait dû se déclarer en faillite. Une alternative, opposée à la politique mise en pratique par Papandréou et différente de celle avancée par Varoufakis (= mise en faillite de l'État), était pourtant possible et nécessaire. Suite à sa victoire électorale de 2009 obtenue grâce à une campagne dénonçant les politiques néolibérales menées par Nouvelle Démocratie, le gouvernement de Papandréou, s'il avait voulu respecter ses promesses électorales, aurait pu et aurait dû socialiser le secteur bancaire en organisant une faillite ordonnée des banques et en protégeant les déposants. Plusieurs exemples historiques attestent qu'une faillite était tout à fait compatible avec le redémarrage rapide des activités financières au service de la population. Il fallait s'inspirer de ce qui se faisait en Islande depuis 2008[8] et

de ce qui avait été réalisé en Suède et en Norvège dans les années 1990[9]. Papandreou a préféré suivre l'exemple scandaleux et catastrophique du gouvernement irlandais qui a sauvé les banquiers en 2008 et allait en novembre 2010 devoir accepter un plan d'aide européen qui a eu des effets dramatiques pour le peuple irlandais. Il fallait aller plus loin que l'Islande et la Suède avec une socialisation complète et définitive du secteur financier. Il fallait faire supporter les pertes de la résolution de la crise bancaire par les banques étrangères et par les actionnaires privés grecs tout en poursuivant en justice les responsables du désastre bancaire. Une telle démarche aurait permis à la Grèce d'éviter la succession de mémorandums qui ont soumis le peuple grec à une crise humanitaire dramatique et à l'humiliation sans pour autant assainir véritablement le système bancaire grec.

Varoufakis et Antonis Samaras

A plusieurs reprises Varoufakis se réfère aux contacts qu'il entretenait avec des personnalités de premier plan de la classe politique grecque qu'elle soit du PASOK ou du principal parti conservateur, la Nouvelle Démocratie.

Concernant Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : « N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? ». Cela n'a pas été le cas de Varoufakis.

> « Un soir (de 2011, NDLR), en rentrant chez moi après une émission de l'ERT, la radio et la télévision publiques grecques, le fixe a sonné. J'ai décroché et j'ai reconnu la voix d'Antonis Samaras, dirigeant de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur, qui, à l'époque, représentait l'opposition officielle. (…) « On ne se connaît pas, M. Varoufakis, me dit-il, mais je viens de vous regarder à la télévision et il fallait absolument que je vous appelle. Je crois que je n'ai jamais entendu des propos aussi profonds et touchants sur un plateau de télévision. Je voulais vous remercier pour votre prise de position. » Samaras n'est pas le seul membre de l'establishment grec à avoir pris contact avec moi. Ma croisade m'avait amené à avoir de nombreuses discussions en aparté avec des ministres socialistes, des députés conservateurs de l'opposition, des dirigeants de syndicats et autres, qui sentaient bien que je représentais autre chose. Dès que je leur avais fait part de mon analyse, ils étaient d'accord, tous sans exception. (…) Les conservateurs, en tout cas jusqu'en novembre 2011, étaient un peu plus audacieux : comme leur dirigeant, Antonis Samaras, avait adopté un point de vue anti-austérité et anti-renflouement, ils étaient plus libres pour me suivre. »

L'amitié entre Stournaras et Varoufakis

Varoufakis ne consacre pas moins de quatre pages à la relation d'amitié qu'il a liée avec Yanis Stournaras. Entre la fin des années 1990 et la période des mémorandums, Yanis Stournaras est passé du PASOK à la Nouvelle Démocratie. Varoufakis explique :

> « C'est lui qui avait réussi à convaincre Bruxelles et Berlin d'intégrer la Grèce à la zone euro. Une fois le pays définitivement admis, en 2000, le Premier

> ministre, membre du Pasok, l'avait remercié en lui offrant le poste de PDG et Président de la Banque commerciale de Grèce[10]. C'est à cette époque que nous avions fait connaissance. En dépit de son emploi du temps bousculé, Stournaras se rendait toujours disponible pour enseigner, avec plaisir et avec dévouement. Nos points de vue d'économiste et nos opinions politiques divergeaient, mais son engagement à l'université et nos affinités naturelles ont donné naissance à une profonde amitié. »

Même si à l'époque Varoufakis n'occupait aucune fonction officielle, il entretenait des relations avec des dirigeants clés et certaines de ses idées n'étaient pas rejetées par les dirigeants conservateurs, loin de là. Il raconte qu'ils ont passé ensemble, dans l'appartement de Stournaras, la soirée électorale du 4 octobre 2009 qui a vu la victoire du PASOK. À cette époque, Stournaras était un des hauts conseillers des « socialistes » et avait épousé l'orientation pro-mémorandaire de Papandréou. Varoufakis poursuit :

> « En 2010, année cruciale pour la Grèce, Stournaras a fait un choix qui en a surpris plus d'un en devenant président d'un think-tank d'économistes créé à l'origine par la Confédération nationale des industries de Grèce, l'organisation patronale la plus puissante et la plus établie du pays, traditionnellement liée à la Nouvelle Démocratie. »

Cela n'a pas affecté leur amitié. Un mois avant les élections de mai 2012, Varoufakis de passage à Athènes a appelé Stournaras :

> « Je l'ai retrouvé le lendemain dans le café d'un hôtel situé au pied de l'Acropole. Nous sommes tombé dans les bras l'un de l'autre (…). Puis nous sommes passés aux choses sérieuses et je l'ai briefé sur les discussions que j'avais eues à Berlin avec des représentants de la BCE et du gouvernement allemand, avec des journalistes financiers et d'autres. J'ai également mentionné une conversation que j'avais eue avec George Soros. Qui était d'accord avec mon analyse de la situation de la Grèce et avec l'essentiel de mes propositions de politique économique pour l'Europe en général. »

Varoufakis explique que Stournaras et lui ne sont pas tombés d'accord sur la viabilité du mémorandum mais qu'ils se sont quittés en se promettant de conserver intacte leur amitié. Les choses se sont gâtées quand Stournaras quelques mois plus tard a accusé Varoufakis de spéculer avec Soros sur les titres de la dette grecque. C'est à ce moment que leur relation s'est interrompue. Entre-temps, Stournaras était devenu ministre de la Compétitivité (mai-juin 2012). Après les élections de juin 2012, il est devenu ministre des Finances du gouvernement d'Antonis Samaras. Ensuite, à partir de juin 2014, Samaras l'a placé à la tête de la banque centrale de la Grèce où il se trouve encore.

J'ai pris la peine de résumer ce passage du livre de Varoufakis, parce qu'il est révélateur de l'aisance avec laquelle il évoluait dans les milieux de la classe politique grecque. Même si à l'époque il n'occupait aucune fonction officielle, il entretenait des relations avec des dirigeants clés et certaines de ses idées n'étaient pas rejetées par les dirigeants conservateurs, loin de là. Manifestement, cela ne le gênait pas puisqu'il en fait largement état dans son livre.

Comment Tsipras, avec le concours de Varoufakis, a tourné le dos au programme de Syriza

Yanis Varoufakis fait remonter à 2011 sa collaboration avec Alexis Tsipras et son alter ego, Nikos Pappas. Cette collaboration s'élargit progressivement, à partir de 2013, à Yanis Dragasakis (qui est devenu, en 2015, vice-premier ministre). Une constante dans les rapports entre Varoufakis et Tsipras : Yanis Varoufakis plaide en permanence pour modifier l'orientation adoptée par Syriza. Varoufakis affirme que Tsipras-Pappas-Dragasakis veulent eux-mêmes clairement adopter une orientation différente, nettement plus modérée, de celle décidée par leur parti.

La narration faite par Varoufakis ne manque pas de piment. À travers son témoignage, on voit comment, à des étapes très importantes, des choix sont faits dans le dos de Syriza au mépris des principes démocratiques élémentaires.

Varoufakis s'attribue un rôle central et, en effet, il a exercé une influence sur la ligne adoptée par le trio Tsipras-Pappas-Dragasakis. Il est également certain que Tsipras et Pappas ont cherché à construire, en dehors de Syriza, des rapports plus ou moins étroits avec des personnes et des institutions afin de mettre en pratique une politique qui s'est éloignée de plus en plus de l'orientation que Syriza avait faite sienne. Varoufakis n'est pas la seule personne à avoir été contactée mais effectivement, à un moment donné, Tsipras et Pappas ont considéré qu'il était l'homme de la situation pour aller négocier avec les institutions européennes et le FMI.

Début 2011, premiers contacts de Varoufakis avec Tsipras et Pappas

Varoufakis décrit sa première rencontre avec Alexis Tsipras et Nikos Pappas début 2011. Pappas lui avait donné rendez-vous dans un petit hôtel restaurant proche du local de Syriza.

> « Quand je suis arrivé à l'hôtel, Alexis et Pappas étaient déjà en train de commander leur déjeuner. Alexis avait une voix chaleureuse, un sourire sincère et la poignée de main d'un éventuel ami. Pappas avait un regard plus illuminé et une voix plus haute. […] Il était évident qu'il avait l'oreille du jeune prince et qu'il lui servait à la fois de guide, de frein et d'aiguillon, une impression que j'aurai toujours au fil des années tumultueuses qui suivraient : deux jeunes hommes du même âge mais de tempéraments différents, qui agissaient et pensaient comme un seul homme.»

Varoufakis explique que Tsipras hésitait sur l'orientation à prendre quant à une sortie éventuelle de la zone euro.

> « Depuis 2011, Syriza était déchiré par les divisions internes face au problème : fallait-il officiellement soutenir le Grexit (quitter la zone euro, mais pas nécessairement l'Union européenne) ? Je trouvais l'attitude d'Alexis face à la

> question à la fois cavalière et immature. Son objectif était de maîtriser les tendances rivales au sein de son parti plus que de se faire une opinion claire et personnelle. À en juger par les regards complices de Pappas, il était évident qu'il partageait mon point de vue. Il comptait sur moi pour l'aider à empêcher le leader du parti de jongler avec l'idée du Grexit. […]bJ'ai fait de mon mieux pour impressionner Alexis et le convaincre que viser le Grexit était une erreur aussi grave que de ne pas s'y préparer du tout. J'ai reproché à Syriza de s'engager à la légère (…). »

Tsipras a soumis à Varoufakis l'idée de menacer les dirigeants européens d'une sortie de la Grèce de la zone euro, en cas de refus de leur part de remettre en cause la politique mémorandaire. Varoufakis lui a répondu qu'il éviter de sortir de la zone euro car il était possible par la négociation d'obtenir une solution favorable à la Grèce, notamment une nouvelle restructuration de sa dette. Tsipras a répliqué que des économistes renommés, comme Paul Krugman, affirmaient que la Grèce irait bien mieux sans l'euro. Varoufakis poursuit son récit :

> « Je lui ai répondu qu'on irait bien mieux si on n'était jamais entrés dans la zone euro, mais ne pas y être entrés était une chose, en sortir était une autre. […] Pour le persuader d'abandonner ce raisonnement paresseux, je lui ai fait le tableau de ce qui nous attendait en cas de Grexit. Contrairement à l'Argentine qui avait renoncé à la parité entre le peso et le dollar, la Grèce n'avait pas de pièces ni de billets à elle en circulation. »

Pour le convaincre, Varoufakis fait observer à Tsipras que : *« Créer une nouvelle monnaie demande des mois. »* En réalité cet argument qui a été utilisé à de multiples reprises par Varoufakis et d'autres opposants à la sortie de l'euro n'est pas solide. En effet, il était possible d'adopter une nouvelle monnaie en utilisant les billets en euro après les avoir estampillés. Les distributeurs automatiques des banques auraient délivré des billets en euro qui auraient été préalablement marqués d'un sceau. C'est notamment ce que James Galbraith a expliqué dans une lettre à son ami Varoufakis en juillet 2015[11].

En réalité, ce que souhaite Varoufakis, c'est convaincre Tsipras qu'il est possible de rester dans la zone euro tout en rompant avec la politique anti sociale appliquée jusque-là :

> « nous exigerons une renégociation qui impliquera un new deal pour la Grèce et qui nous permettra d'avoir une économie sociale viable au sein de la zone euro ; si l'UE et le FMI refusent de négocier, nous n'accepterons plus le moindre prêt empoisonné payé par les contribuables européens. Et s'ils répliquent en nous poussant hors de l'euro, ce qui aurait un coût considérable pour eux et pour nous, laissez-les choisir la politique du pire. »

Varoufakis à Tsipras : nous exigerons une renégociation qui impliquera un new deal pour la Grèce et qui nous permettra d'avoir une économie sociale viable au sein de la zone euro. Pour Varoufakis, il ne faut donc pas préparer la sortie de la zone euro et s'il faut un jour y passer, cela sera la pire des solutions. Varoufakis poursuit :

> « Pappas hochait la tête avec enthousiasme, mais Alexis avait l'esprit ailleurs, jusqu'à ce que je l'oblige à sortir de son silence. Sa réponse m'a confirmé qu'il était davantage préoccupé par les rapports de force au sein de Syriza que prêt à prendre le taureau par les cornes à propos du Grexit. Je ne me suis pas laissé impressionner. Notre rendez-vous arrivait à sa fin, et, au risque de paraître condescendant, je lui ai donné un conseil bienveillant, non sollicité, qui n'avait rien à voir. Il aurait pu le prendre mal : Alexis, si tu veux être Premier ministre, il faut que tu apprennes l'anglais. Prends des cours, c'est essentiel. »

Quand Varoufakis rentre chez lui, son épouse, Danaé lui demande comment s'est passé le rendez-vous et il répond : *« Le type est sympa, mais je ne pense pas qu'il ait la carrure. »*

Varoufakis, l'audit de la dette et la suspension du paiement

Dans sa narration des évènements de l'année 2011, Varoufakis ne mentionne à aucun moment l'importante initiative d'audit citoyen de la dette à laquelle il a refusé de participer.

Il est utile de préciser que les positions du CADTM commencent à être connues en Grèce à partir de 2010. Plusieurs interviews sont publiées dans la presse grecque. Par exemple, la revue grecque *Epikaira* publie une longue interview de moi réalisée par Leonidas Vatikiotis, journaliste et militant politique d'extrême-gauche très actif. J'y explique les causes de l'explosion de la dette publique grecque et en quoi l'expérience de l'Équateur peut être une source d'inspiration pour la Grèce en termes de commission d'audit et de suspension du paiement de la dette. En guise de conclusion, à la question « Que doit faire la Grèce ? », je répondais :

> « Mon conseil est catégorique : ouvrez les livres de comptes ! Examinez dans la transparence et en présence de la société civile tous les contrats de l'État – des plus grands, comme par exemple ceux des récents Jeux olympiques, jusqu'aux plus petits – et découvrez quelle partie de la dette est le fruit de la corruption, et par conséquent est illégale et odieuse selon le jargon international, et dénoncez-la ! »[12].

De son côté, dans plusieurs articles largement diffusés en Grèce par la presse imprimée et par les réseaux sociaux, l'économiste Costas Lapavitsas défendait également activement la nécessité de créer une commission d'audit. Dans un de ses papiers, il affirme :

> « La Commission internationale d'audit pourrait jouer le rôle de catalyseur contribuant à la transparence requise. Cette commission internationale, composée d'experts de l'audit des finances publiques, d'économistes, de syndicalistes, de représentants des mouvements sociaux, devra être totalement indépendante des partis politiques. Elle devra s'appuyer sur de nombreuses organisations qui permettront de mobiliser des couches sociales très larges. C'est ainsi que commencera à devenir réalité la participation populaire nécessaire face à la question de la dette. »[13].

Le 9 janvier 2011, le troisième quotidien grec en termes de tirage (à l'époque), *Ethnos tis Kyriakis* m'interviewe et titre *« Ce n'est pas normal de rembourser les dettes qui sont illégitimes. Les peuples de l'Europe ont aussi le droit de contrôler leurs créanciers »**[14]***. Le quotidien explique que *« Le travail du Comité en Équateur a été récemment mentionné au Parlement grec par la députée Sofia Sakorafa. »*. En effet, Sofia Sakorafa, qui a rompu avec le Pasok quand celui-ci a accepté le mémorandum de 2010, était intervenue en décembre 2010 au parlement pour proposer la création d'une commission d'audit de la dette grecque en s'inspirant de l'expérience équatorienne. Le parlement ne l'avait pas suivie.
Costas Lapavitsas, qui résidait à Londres où il enseignait et dont les positions trouvaient un écho important en Grèce, prend alors contact avec moi et me propose de collaborer au lancement d'une initiative internationale pour la création d'une commission d'audit, ce que j'accepte immédiatement. Simultanément Giorgos Mitralias du CADTM Grèce prenait contact avec Leonidas Vatikiotis qui était en pointe dans l'activité pour faire avancer sur le terrain en Grèce la création d'une telle commission. Costas Lapavitsas m'a consulté sur le contenu de l'appel international de soutien à la constitution du comité, j'ai fait quelques amendements. Après quoi, nous avons commencé à chercher des appuis parmi des personnalités susceptibles de nous aider à augmenter l'écho et la crédibilité de cette initiative. Je me suis chargé de collecter un maximum de signatures de personnalités internationales en faveur de la mise en place du comité d'audit. Je connaissais plusieurs d'entre elles depuis des années comme Noam Chomsky avec qui j'étais en contact sur la thématique de la dette depuis 1998, Jean Ziegler, à l'époque rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Tariq Ali ainsi que de nombreux économistes, …

Dans ma recherche de signatures je n'ai essuyé qu'un seul refus, celui de James Galbraith. Je dialoguais avec lui depuis plusieurs années à l'occasion de conférences sur la globalisation financière où nous nous retrouvions. Plus tard, j'ai reçu une partie de l'explication de ce refus, lorsque Yanis Varoufakis a expliqué publiquement pourquoi il refusait de souscrire à l'appel de la création de la commission d'audit[15]. Il raconte qu'il a été contacté par Galbraith qui lui demandait s'il fallait signer cet appel ou non. Il déclare qu'il lui a recommandé de ne pas le faire. Dans cette longue lettre, Y. Varoufakis justifie son refus de soutenir la création du comité citoyen d'audit (ELE). Il déclare que si la Grèce suspendait le paiement de la dette, elle devrait sortir de la zone euro et se retrouverait du coup à l'âge de pierre. Varoufakis explique que, par ailleurs, les personnes qui ont pris cette initiative sont bien sympathiques et bien intentionnées et qu'en principe, il est favorable à l'audit mais que dans les circonstances dans lesquelles la Grèce se trouve, celui-ci n'est pas opportun. Dans ce long texte, Varoufakis donne également son avis critique sur le documentaire *Debtocracy*.

En mars 2011 était lancé le comité grec d'audit de la dette (ELE). C'est le résultat de gros efforts de convergence entre des personnes qui se connaissaient à peine ou pas du tout quelques semaines ou mois auparavant. Le processus de création a été stimulé par l'ampleur de la crise en Grèce.

Le documentaire *Debtocracy* diffusé à partir d'avril 2011 et dans lequel Hugo Arias (économiste équatorien qui a été l'un des principaux animateurs de la commission d'audit créée en 2007 par le président Rafael Correa) et moi-même intervenons longuement, a permis de donner un très grand écho à la proposition d'audit citoyen de la dette et à la nécessité et au bienfondé d'annuler la partie illégitime et odieuse de celle-ci[16]. Dans les 6 premières semaines de la sa diffusion sur internet, *Debtocracy* a été téléchargé par plus d'un million et demi de Grecs.

Parmi les personnalités grecques qui ont signé l'appel en 2011, on retrouve Euclide

Tsakalotos (devenu ministre des finances du gouvernement Tsipras, en remplacement de Yanis Varoufakis, à partir de début juillet 2015, il a gardé ce portefeuille ministériel dans le deuxième gouvernement Tsipras mis en place fin septembre 2015), Panagiotis Lafazanis (un des principaux dirigeants de la plate-forme de gauche dans Syriza, ministre de l'énergie dans le gouvernement Tsipras entre janvier et le 16 juillet 2015, leader de l'Unité populaire, créée fin août 2015 par le secteur qui a quitté Syriza en s'opposant au 3e mémorandum), Nadia Valavani (membre également de la plate-forme de gauche, vice-ministre des finances du 27 janvier au 15 juillet 2015, membre également de l'Unité populaire), Sofia Sakorafa (élue eurodéputée Syriza en mai 2014 et siégeant comme indépendante depuis septembre 2015 car en désaccord avec la capitulation), Georges Katrougalos (vice-ministre de la réforme administrative de janvier 2015 à juillet 2015, devenu ensuite ministre du travail à partir de août 2015, reconduit dans les mêmes fonctions dans le cadre du 2e gouvernement formé par Alexis Tsipras. A partir de novembre 2016, il a occupé la fonction de vice-ministre des affaires étrangères), Notis Maria (élu eurodéputé en mai 2014 sur la liste du parti souverainiste de droite Anel, siégeant comme indépendant depuis janvier 2015).

Varoufakis ne mentionne pas non plus la conférence internationale réalisée à Athènes en mars 2011 par Synaspismos (la principale composante de Syriza présidée par Alexis Tsipras) et par le Parti de la Gauche européenne, à laquelle il a pourtant lui-même participé. Au cours de cette conférence ont pris la parole Alexis Tsipras, Oskar Lafontaine (ex-ministre social-démocrate des Finances en Allemagne, un des fondateurs de Die Linke), Pierre Laurent (dirigeant du PCF et du Parti de la Gauche Européenne), Mariana Mortagua du Bloc de Gauche au Portugal, Euclide Tsakalotos, Yannis Dragasakis, moi-même et plusieurs autres invités. À cette conférence, ma communication a porté sur les causes de la crise, l'importance vitale de réduire radicalement la dette par des mesures d'annulation liées à la réalisation d'un audit de la dette avec participation citoyenne[17]. Il était évident de mettre au programme une intervention sur la nécessité de l'audit de la dette, thème qui est totalement évacué par Varoufakis, tant dans l'orientation qu'il a défendu que dans la narration de ce qui s'est passé en 2011. Il y avait 600 ou 700 participants et plusieurs des communications ont été rassemblées dans un livre publié en anglais par l'institut Nikos Poulantzas sous le titre *The Political Economy of Public Debt and Austerity in the EU**[18]***. Si je mentionne cette conférence, c'est pour indiquer qu'à l'époque, il était évident de mettre au programme une intervention sur la nécessité de l'audit de la dette, thème qui est totalement évacué par Varoufakis, tant dans l'orientation qu'il a défendu que dans la narration de ce qui s'est passé en 2011.

En mai 2011, la conférence internationale d'appui à l'audit citoyen de la dette grecque qui s'est tenue à Athènes a remporté un franc succès, avec l'affluence de près de 3 000 personnes réparties sur les 3 jours. Le CADTM faisait partie des organisations qui ont convoqué cette réunion. Pendant cette conférence, j'ai coordonné le premier panel de discussion auquel ont participé notamment Nadia Valavani[19], qui est devenue plus tard vice-ministre des Finances du gouvernement Tsipras 1, et Leonidas Vatikiotis. Le CADTM avait contribué, avec les organisateurs grecs et d'autres mouvements non grecs, à convaincre un nombre significatif d'organisations d'Europe de soutenir la conférence et d'adopter collectivement une déclaration qui garde toute sa valeur (voir ci-dessous).

> **Déclaration de la Conférence d'Athènes sur la dette et l'austérité**
> **adoptée à Athènes le 8 mai 2011 (extraits)**
>
> Nous appelons à soutenir :

L'audit démocratique des dettes comme un pas concret en direction de la justice en matière d'endettement. Les audits de la dette avec participation de la société civile et du mouvement syndical, tels que l'Audit citoyen de la dette au Brésil, permettent d'établir quelle part de la dette publique sont illégales, illégitimes, odieuses ou simplement insoutenables. Ils offrent aux travailleurs/euses les connaissances et l'autorité nécessaires au refus de payer la dette illégitime. Ils encouragent également la responsabilité, la reddition de comptes et la transparence dans l'administration du secteur public. Nous exprimons notre solidarité avec les audits en Grèce et en Irlande et nous tenons prêts à y apporter notre aide en termes pratiques.

Des réponses souveraines et démocratiques à la crise de la dette. Les gouvernements doivent répondre en premier lieu à leur peuple, et non aux institutions de l'UE ou au FMI. Les peuples de pays comme la Grèce doivent décider quelles politiques sont à même d'améliorer leurs chances de reprise et de satisfaire leurs besoins sociaux. Les États souverains ont le pouvoir d'imposer un moratoire sur le remboursement si la dette détruit les moyens de subsistance des travailleurs/euses. L'expérience de l'Équateur en 2008-9 et de l'Islande en 2010-11 montre qu'il est possible de donner des réponses radicales et souveraines au problème de la dette, y compris en répudiant sa part illégitime. La cessation de paiements justifiée par l'état de nécessité est même reconnue légale par des résolutions de l'ONU.

Une restructuration économique et une redistribution, pas d'endettement. La domination des politiques néolibérales et le pouvoir de la finance internationale ont mené à une croissance faible, des inégalités croissantes, et à des crises majeures tout en sapant les processus démocratiques. Il est impératif de changer les fondements des économies par des programmes de transition qui comprennent le contrôle sur les capitaux, une régulation stricte des banques et même leur transfert au secteur public, des politiques industrielles qui reposent sur des investissements publics, le contrôle public des secteurs stratégiques de l'économie et le respect de l'environnement. Le premier objectif doit être de protéger et d'augmenter l'emploi. Il est aussi crucial que les pays adoptent des politiques redistributives radicales. La base d'imposition doit être étendue et devenir plus progressive en taxant le capital et les riches, permettant ainsi la mobilisation de ressources internes comme alternative à l'endettement. La redistribution doit aussi inclure la restauration des services publics de santé, d'éducation, de transport et des retraites ainsi que renverser la pression à la baisse sur les salaires.

Il s'agit là des premiers pas vers la satisfaction des besoins et aspirations des travailleurs/euses, mesures qui par ailleurs renverseraient le rapport de forces au détriment du grand capital et des institutions financières. Elles permettraient aux peuples d'Europe, et plus largement du monde entier, de maîtriser davantage leurs moyens de subsistance, leurs vies et le processus politique. Elles offriraient également de l'espoir à la jeunesse d'Europe dont l'avenir semble aujourd'hui bien sombre, avec peu d'emplois, des salaires bas et l'absence de perspectives. Pour ces raisons, soutenir la lutte contre la dette en Grèce, en Irlande, au Portugal et dans d'autres pays d'Europe est dans l'intérêt des travailleurs/euses, où qu'ils/elles se trouvent.

Signataires : Initiative pour une Commission d'audit grecque (ELE) ; European

> Network on Debt and Development (Eurodad) ; Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) ; The Bretton Woods Project, Grande-Bretagne ; Research on Money and Finance, Grande-Bretagne ;Debt and Development Coalition Irlande ; Afri – Action from Ireland ;WEED – World Economy Environment Development, Allemagne ;Jubilee Debt Campaign, Grande-Bretagne ; Observatorio de la Deuda en la Globalización, Espagne.

Lors d'une discussion que Varoufakis et moi avons eue le 9 novembre 2016 à Athènes[20], je lui ai demandé pourquoi il n'avait pas soutenu l'initiative d'audit citoyen de la dette à partir de 2011. Il m'a répondu que cette initiative n'était pas bonne car elle remettait en cause la légitimité et la légalité de la dette. Selon lui, il n'y avait pas lieu de remettre en cause la légalité ou la légitimité de la dette grecque. Varoufakis a adopté une position d'économiste borné qui ne voit la dette qu'en termes de soutenabilité financière et d'accès aux sources de financement. Il n'a pas du tout saisi l'importance de l'audit citoyen. Alors que dans son livre il insiste sur l'importance du mouvement d'occupation des places qui a eu lieu en juin-juillet 2011 en Grèce, il ne s'est pas aperçu de l'écho que l'initiative d'audit citoyen a obtenu au cours de ce puissant mouvement. J'ai donc été témoin direct du refus de Varoufakis de soutenir l'audit citoyen en 2011 et j'ai constaté sa capacité à convaincre James Galbraith de ne pas signer l'appel international que nous avions lancé avec Costas Lapavitsas. Après avoir lu attentivement le livre de Varoufakis, je suis convaincu qu'il est intervenu activement pour convaincre Tsipras, au moins à partir de mai-juin 2012, d'abandonner le soutien à l'audit de la dette et à la revendication de la suspension du paiement de la dette pendant la réalisation de l'audit.

Au sein de la direction de Syriza et des conseillers économiques de Tsipras, plusieurs personnes clés étaient également opposées à l'audit de la dette et à la suspension de paiement. Yannis Dragasakis, un des responsables de Syriza en matière économique (devenu vice-premier ministre dans les gouvernements Tsipras I et II) n'y était pas favorable, il l'avait déclaré à Giorgos Mitralias lorsque celui-ci avait tenté de le convaincre dès 2010 de soutenir la perspective de la création d'une commission d'audit. Georges Stathakis, de l'équipe d'économistes qui entourait Tsipras, avait, de son côté, déclaré à la presse qu'il n'y avait pas de quoi soulever la question de la dette odieuse dans le cas de la Grèce car la partie odieuse ne représentait pas plus de 5 % de la dette totale. Stathakis a été ministre de l'économie dans le gouvernement Tsipras I et pendant un an dans le gouvernement Tsipras II avant de devenir en septembre 2016 ministre de l'énergie et de l'environnement.

Fin 2011 se renforce la collaboration de Varoufakis avec Tsipras et Pappas. Varoukakis est alors recontacté par Pappas pour avoir un nouvel entretien.

> « Ce deuxième rendez-vous, comme ceux qui allaient suivre, m'a surpris en bien : Alexis était transformé. Finies la complaisance, les luttes internes de Syriza qui l'obsédaient et la désinvolture vis-à-vis du Grexit. Il avait fait ses devoirs […]. Il m'a même annoncé fièrement qu'il avait engagé un professeur d'anglais et progressait. […] L'avantage le plus évident de ces discussions fut la clarification et la mise au point de notre objectif commun. »

En 2012, Varoufakis aide Tsipras à trouver un écho dans le milieu démocrate aux États-Unis. Alors qu'il travaillait aux États-Unis, il a tenté d'ouvrir des portes à Tsipras dans les

milieux Démocrates. Varoufakis explique que son séjour au Texas

> « [lui] a aussi permis de construire un pont entre Washington et [ses]nouveaux amis de Syriza, qui n'étaient pas des alliés naturels des États-Unis. » Il explique : « Comme il y avait des chances qu'un gouvernement Syriza provoque un affrontement violent avec l'Allemagne, la Commission européenne et la BCE, la dernière chose dont Alexis et Pappas avaient besoin était de se retrouver face à une administration américaine hostile. De 2012 à 2015, grâce à l'aide de Jamie Galbraith et à son réseau, j'ai tout fait pour convaincre les leaders d'opinion américains et l'administration Obama qu'ils n'avaient rien à craindre d'un éventuel gouvernement Syriza, dont la priorité serait de libérer la Grèce d'une dette écrasante. »

Puis Varoufakis se prononce contre le programme électoral de Syriza de mai-juin 2012. Il résume ainsi sa position :

> « Je voulais que Syriza présente un programme simple, progressiste, pro-européen, cohérent et non populiste, un socle sur lequel on pourrait bâtir l'image d'un gouvernement crédible, qui négocierait un autre plan avec l'UE et le FMI. Alexis et Pappas inclinaient vers un programme politique différent, qui optimisait les gains électoraux à court terme aux dépens (d'après moi) d'une cohérence logique à long terme. En 2012, quand j'ai découvert la partie politique économique du manifeste électoral de Syriza, j'étais tellement irrité que je ne suis pas allé jusqu'au bout. Le lendemain, un journaliste de la télévision grecque m'a demandé de le commenter. J'ai dit que j'aurais tendance à soutenir Syriza, mais je ne voterais pour eux que si je pouvais modifier le programme économique. »

Que contenait le programme électoral de Syriza qui irritait tant Varoufakis ? Le programme de Syriza était clairement radical, il contenait une quarantaine de points. Le premier point portait sur la dette et était libellé comme suit : Audit de la dette publique, renégociation des intérêts à payer et suspension des paiements jusqu'à ce que la croissance économique et la création d'emplois aient repris. Parmi les autres mesures, on peut mettre en exergue, à côté d'une série de mesures d'urgence pour faire face à la crise humanitaire : l'augmentation de l'impôt sur le revenu à 75 % de prélèvement sur tous les revenus supérieurs à 500 000 euros ; l'augmentation des impôts sur les grandes entreprises ; l'abolition des privilèges financiers de l'Église et des armateurs ; la réduction drastique des dépenses militaires ; l'augmentation du salaire minimum afin de le ramener au niveau d'avant le mémorandum de 2010 (soit 750 euros par mois) ; l'utilisation des bâtiments du gouvernement, des banques et de l'Église pour les sans-abri ; la nationalisation des banques ; la nationalisation des entreprises publiques qui ont été privatisées dans des secteurs stratégiques pour la croissance du pays ; des mesures pour restaurer les droits des travailleurs et les améliorer ; l'adoption de réformes constitutionnelles pour garantir la séparation de l'Église et l'État ; la réalisation de référendums sur les traités et autres accords avec l'Europe ; l'abolition des privilèges pour les députés ; la suppression de l'immunité pour les ministres et l'autorisation pour les tribunaux d'engager des poursuites contre des membres du gouvernement ; des mesures de protection des réfugiés et des migrants ; l'augmentation du financement de la santé publique de manière à l'amener à la

moyenne européenne (la moyenne européenne est de 6 % du PIB tandis qu'en Grèce elle était de 3 %) ; la gratuité des soins de santé publics nationaux ; la nationalisation des hôpitaux privés ; l'élimination de la participation du secteur privé dans le système national de santé ; le retrait des troupes grecques de l'Afghanistan et des Balkans ; l'abolition de la coopération militaire avec Israël ; le soutien à la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 ; la négociation d'un accord stable avec la Turquie et *last but not least* : la fermeture de toutes les bases étrangères en Grèce et retrait de l'OTAN[21].

Avec ce programme, Syriza, qui ajoute le mot d'ordre « Pas de sacrifice pour l'euro », voit multiplier par 4 son résultat électoral entre 2009 et mai 2012, passant de 4 % à 16 %. Le programme de Syriza de 2012 est donc tout à fait intéressant et utile. Il contient les principales mesures à mettre effectivement en pratique.

Il y avait néanmoins des points faibles :

Il n'y a pas de hiérarchisation dans les 40 points, or il s'agit d'avancer ce qu'un gouvernement fera en premier (disons dans les 100 ou les 200 premiers jours). Le programme n'est pas présenté de manière opérationnelle. Or il est important de présenter une feuille de route précisant comment ce gouvernement prévoyait de réaliser les objectifs fixés. Dans ce cas, il est aussi important de présenter un plan A et un plan B. Le plan A est le premier qui sera appliqué et le plan B est une solution de recours si plusieurs obstacles empêchent la réalisation du plan A. Exemple : le plan A propose une réduction très importante de la dette passant par un accord à l'amiable avec les créanciers (c'est ce que proposait le programme de Thessalonique adopté en 2014 – voir plus loin). Si les créanciers du pays refusent cette réduction radicale de la dette, il s'agit de dire dans les grandes lignes ce que ferait le gouvernement dans le cadre d'un plan B (suspension du paiement de la dette, audit de la dette à participation citoyenne, mesures ciblées de répudiation de dette – voir plus loin).

On y affirme la nécessité de réformes constitutionnelles, mais sans dire s'il faut convoquer des élections générales pour élire une assemblée constituante. Or, se prononcer sur la manière de réaliser des réformes constitutionnelles est très important. Ce n'est pas du tout la même chose de trouver une majorité qualifiée à l'intérieur du parlement tel qu'il est constitué que de d'initier une démarche ouverte à toute la société en passant par la convocation d'une assemblée constituante.

Lors des élections de juin 2012, Syriza a obtenu 26,5 % des voix avec cette orientation radicale que remettait en cause Varoufakis. Les élections de mai 2012 en Grèce ne permettent pas à un parti ou à une coalition de partis de constituer un gouvernement, ce qui conduit à de nouvelles élections dès le mois de juin 2012. Entre les deux élections, Tsipras avance 5 propositions concrètes pour entamer des négociations avec les partis opposés à la Troïka (sauf Aube dorée qui, bien qu'opposé au mémorandum, est exclu) : 1. l'abolition de toutes les mesures antisociales (y compris les réductions des salaires et des retraites) ; 2. l'abolition de toutes les mesures qui ont réduit les droits des travailleurs en matière de protection et de négociation ; 3. l'abolition immédiate de l'immunité des parlementaires et la réforme du système électoral ; 4. un audit des banques grecques ; 5. la mise sur pied d'une commission internationale d'audit de la dette combinée à la suspension du paiement de la dette jusqu'à la fin des travaux de cette commission.

Malgré le désaccord de Varoufakis avec le programme de Syriza de 2012, Tsipras et Pappas lui demandent de rédiger un programme de gouvernement. Entre les deux élections, Varoufakis a été recontacté par Pappas et une nouvelle rencontre a lieu avec Tsipras.

Pappas lui déclare :*« Tu te rends compte, que, si on gagne, c'est toi qui va mener les négociations avec l'UE et le FMI ! »*

Pappas demande à Varoufakis de préparer un document expliquant les grandes lignes de la meilleure stratégie de négociation au cas où Syriza remporterait les élections le 17 juin, trois semaines plus tard. Varoufakis se met au travail le soir même et il développe l'idée que le capital des banques grecques doit passer sous contrôle européen. Selon Varoufakis, il convenait de transformer

> « les contribuables européens en propriétaires des banques grecques : de facto les banques ne seraient plus sous la responsabilité de l'Etat, mais soutenues par le peuple européen ; et en demandant aux institutions européennes de les gérer pour eux. C'était la seule façon de restaurer la confiance dans les banques. »

Comme indiqué dans la première partie de cette série, en proposant de transférer à l'UE les actions détenues par les pouvoirs publics grecs dans les banques du pays, Varoufakis réalisait un pas supplémentaire et dramatique vers l'abandon complet de souveraineté.

Selon Varoufakis, il convenait de transformer les contribuables européens en propriétaires des banques grecques : de facto les banques ne seraient plus sous la responsabilité de l'Etat, mais soutenues par le peuple européen ; et en demandant aux institutions européennes de les gérer pour eux. Selon lui, cela faciliterait la restructuration de la dette publique. Il ajoutait une seconde proposition :

> « Deuxièmement, tout remboursement de la dette à l'UE et au FMI devait être soumis à une condition : que la relance du pays soit un minimum avérée. C'était la seule façon de permettre à l'économie nationale de redémarrer. »

Il est important de préciser que pour Varoufakis la suspension du paiement de la dette envisagée plus haut fait partie de la négociation. Cette suspension devait être autorisée par les créanciers et ne pas constituer un acte souverain. Varoufakis poursuit l'évocation de sa chimère :

> « S'ils étaient activés de concert, ces deux leviers de restructuration annonceraient une nouvelle ère : l'UE et le FMI ne seraient plus comme Ebenezer Scrooge, l'avare du Conte de Noël de Dickens. Ce seraient de vrais partenaires, engagés à promouvoir le rétablissement de la Grèce, sans lequel leurs prêts de renflouement seraient de toute façon largement décotés. »

Au lieu de suspendre unilatéralement le paiement de la dette, Varoufakis propose de refuser tout nouveau crédit :

> « si vous êtes prêts à proposer des conditions raisonnables et sensées, tout en refusant de nouveaux prêts […], l'UE et le FMI accepteront de s'asseoir autour d'une table avec vous – ça leur coûtera trop cher de refuser, financièrement et politiquement. »

Tsipras dubitatif face à la proposition de Varoufakis concernant les banques grecques :

> « – Tu voudrais que j'annonce qu'on file les banques grecques aux étrangers ? Comment veux-tu que je vende ça à Syriza ? » lui a demandé Tsipras au cours d'une rencontre ultérieure au QG du parti.
>
> « – C'est exactement ce que tu dois faire. » (…)
>
> Alexis a pigé. Ce qui ne veut pas dire que l'idée lui plaisait. D'autant que le comité central de Syriza penchait naturellement vers la nationalisation des banques. »
>
> Tsipras objecta quand même qu'
>
> « un gouvernement qui n'aurait aucun pouvoir sur les banques commerciales opérant en Grèce ne pourrait jamais mettre en œuvre une politique industrielle ni un plan de développement et de reconstruction. Comment faire avaler la pilule au comité central ? »

Varoufakis, voyant que Tsipras « avait marqué un point », rétorqua :

> « Comme nous sommes de vrais internationalistes et de vrais Européens progressistes, nous arracherons les banques en faillite aux Grecs corrompus pour les confier aux Européens ordinaires, aux citoyens qui injectent leur argent dans ces banques. »

Pour Varoufakis, la suspension de paiement devait être autorisée par les créanciers et ne pas constituer un acte souverain. Les contacts décrits par Varoufakis ont eu lieu après les élections générales qui se sont tenues le 6 mai 2012. Vu l'impossibilité de constituer un gouvernement, de nouvelles élections générales ont été convoquées pour le 17 juin 2012. Varoufakis explique que, lorsqu'il prend connaissance du discours de Tsipras du 24 mai dans lequel celui-ci détaille la politique économique de Syriza, il se rend compte qu'un abîme sépare ce qui était proposé et ce qui pouvait être concrètement mis en œuvre dans la zone euro.

> « Dans l'heure qui a suivi, j'ai envoyé un mail cuisant à Alexis et Pappas en soulignant tous les défauts de construction de leurs promesses […]. »

Tsipras prend alors un tournant à droite qui le rapproche un peu plus de Varoufakis après les élections de mai – juin 2012.

J'apporte ma contribution au récit de Varoufakis sur la base du contact direct que j'ai eu avec Tsipras en octobre 2012. En l'espace de quelques mois, l'engagement à réaliser un audit de la dette et à suspendre le paiement pendant sa réalisation a progressivement disparu du discours de Tsipras et des autres dirigeants de Syriza. Cela s'est fait discrètement et la cinquième mesure proposée par Tsipras en mai 2012 a été remplacée par la proposition de réunir une conférence européenne pour, notamment, réduire la dette grecque. Au cours d'une entrevue avec Tsipras, début octobre 2012, mes doutes sur son

changement d'orientation ont été confirmés. Deux jours avant, le *Wall Street Journal* avait publié les notes secrètes de la réunion du FMI du 9 mai 2010 qui indiquaient explicitement qu'une dizaine de membres de la direction du FMI (comprenant 24 membres) était contre le Mémorandum en assumant que cela n'allait pas marcher, parce que c'était un sauvetage des banques françaises et allemandes et non un plan d'aide à la Grèce. J'ai dit à Tsipras et à son conseiller économique : « Vous avez là un argument en béton pour aller contre le FMI, parce que si on a la preuve que le FMI savait que son programme ne pouvait pas marcher et savait que la dette ne serait pas soutenable, on a le matériau permettant de porter le fer sur *l'illégitimité et l'illégalité de la dette.* » Tsipras m'a répondu : « Mais écoute… le FMI prend ses distances par rapport à la Commission européenne. » J'ai bien vu qu'il avait en tête que le FMI pourrait être un allié de Syriza au cas où Syriza accéderait au gouvernement. J'ai également dit à Tsipras que j'avais constaté qu'il ne parlait plus des cinq propositions qu'il avait avancées comme prioritaires après les élections de mai 2012 et que la question de l'audit n'était plus mise en avant. Il m'a répondu sans conviction qu'il maintenait ces cinq propositions et qu'il ne fallait pas s'en faire là-dessus. Le lendemain, Tsipras et moi avons donné une conférence publique devant 3 000 personnes lors du premier festival de la jeunesse de Syriza. Je me suis rendu compte que mon discours qui insistait sur la nécessité d'adopter une orientation radicale à l'échelle européenne n'était pas apprécié par lui[22]. Je suis convaincu que c'est après les élections de mai-juin 2012 que Tsipras et Pappas ont vraiment fait le choix de miser sur Varoufakis pour faire partie d'un gouvernement. Jusque-là, ils le rencontraient pour puiser des idées et ensuite réfléchir tous les deux sur la façon de s'émanciper des décisions de Syriza.

Varoufakis revient ensuite sur sa collaboration avec Tsipras et Pappas début 2013 et raconte qu'il a rédigé le discours que Tsipras a prononcé à la Brookings Institution, un *think tank* basé à Washington, assez proche des Démocrates. Varoufakis résume le discours en deux points. Premièrement, Syriza était un parti pro-européen qui ferait tout pour que la Grèce reste dans la zone euro ; pour rester dans la zone euro et pour que celle-ci survive, il fallait un nouveau plan dont la priorité des priorités était la restructuration de la dette, suivie par des réformes qui mineraient l'emprise de l'oligarchie grecque sur l'économie. Deuxièmement, les États-Unis n'avaient rien à craindre de la politique économique ou étrangère d'un éventuel gouvernement Syriza. C'est après les élections de mai-juin 2012 que Tsipras et Pappas ont vraiment fait le choix de miser sur Varoufakis pour faire partie d'un gouvernement. Cette orientation défendue par Varoufakis et assumée par Tsipras était clairement en opposition au programme de Syriza qui promettait la sortie de la Grèce de l'Otan.

En mai 2013, à Athènes, Varoufakis fait connaissance avec l'équipe d'économistes de Tsipras.

> « Outre Pappas et Dragasakis, ministre des Finances fantôme, elle comprenait deux autres députés Syriza que je connaissais et que j'aimais bien : Euclide Tsakalotos, collègue et ami de l'Université d'Athènes, et George Stathakis, professeur d'économie de l'Université de Crète. »

Il explique qu'il leur a soumis la proposition de programme que Tsipras lui avait demandée.

> « Ils étaient tous en ébullition, ce qui montrait que j'avais réussi à dissuader Alexis de viser le Grexit et de le brandir comme une menace. J'ai perdu

> beaucoup d'amis de la gauche au sens large et de Syriza, qui ne m'ont jamais pardonné d'avoir contribué à exclure le Grexit des objectifs de Syriza. En revanche, la garde rapprochée des économistes d'Alexis avait à cœur de trouver une solution viable au sein de la zone euro. »

Puis, l'espoir de coopération internationale avec le projet d'une nouvelle « conférence de Londres » s'oppose à « l'action souveraine unilatérale ». Je reviens avec un témoignage personnel qui a trait à la deuxième réunion de travail que j'ai eue avec Tsipras. Elle s'est déroulée à Athènes fin octobre dans son bureau de député dans l'enceinte du parlement grec. Une des initiatives que souhaitait prendre Alexis Tsipras était de convoquer une grande conférence internationale sur la réduction de la dette à Athènes en mars 2014. Tsipras, sous la pression de Sofia Sakorafa, qui était députée Syriza depuis 2012, m'a rencontré une nouvelle fois en octobre 2013 et m'a demandé de contribuer à la tenue d'une telle conférence en convaincant une série de personnalités internationales de répondre positivement à l'invitation.

J'ai dressé une liste de participants et nous en avons discuté avec Alexis Tsipras, Sofia Sakorafa et Dimitri Vitsas, secrétaire général de Syriza à l'époque. J'avais proposé d'inviter à cette conférence des personnalités comme Rafael Correa, Diego Borja (ex-directeur de la Banque centrale de l'Équateur), Joseph Stiglitz, Noam Chomsky, Susan George, David Graeber, Naomi Klein… ainsi que des membres de la commission d'audit de la dette équatorienne qui avaient travaillé avec moi en 2007 et 2008.

J'ai remarqué que sur la liste que j'avais dressée, Rafael Correa ne l'intéressait pas du tout. Par contre, il aurait voulu l'ex-président du Brésil, Lula, et la présidente de l'Argentine, Cristina Fernandez. Pour lui, l'Équateur, c'était trop radical. Et, bien sûr, il voulait Joseph Stiglitz et James Galbraith, ce qui était justifié. Mais, dans sa tête, ce n'était pas du tout pour créer une commission d'audit, c'était pour convoquer les différents pays membres de l'Union européenne à une conférence européenne sur la dette, à l'image de l'accord de Londres de 1953, lorsque les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ont concédé une réduction de dette très importante à l'Allemagne de l'Ouest et des conditions de remboursement très avantageuses. Je lui ai dit qu'il n'y avait aucune chance que cela se réalise. Comme dirigeant de Syriza, il avait parfaitement la légitimité d'avancer ce plan A, mais il était impensable que Draghi, Hollande, Merkel, Rajoy y consentent. Je lui ai dit qu'il fallait un plan B, dans lequel il devait y avoir la commission d'audit. Je l'ai également déclaré dans la presse grecque.

Voici un extrait de mon interview que le *Quotidien des Rédacteurs*, proche de Syriza, a publié en octobre 2014 quasiment le jour où la réunion avec Tsipras a eu lieu. Le journaliste m'avait demandé ce que je pensais de la conférence européenne sur la dette que proposait Alexis Tsipras en se basant sur la conférence de Londres de 1953 et j'ai répondu :

> « Il s'agit donc d'une demande légitime […] mais vous ne pourrez pas convaincre les gouvernements des principales économies européennes et les institutions de l'UE de le faire. Mon conseil est le suivant : la dernière décennie nous a montré qu'on peut arriver à des solutions équitables en appliquant des actes souverains unilatéraux. Il faut désobéir aux créanciers qui réclament le paiement d'une dette illégitime et imposent des politiques qui violent les droits humains fondamentaux, lesquels incluent les droits économiques et sociaux des populations. Je pense que la Grèce a de solides arguments pour agir et pour

former un gouvernement qui serait soutenu par les citoyens et qui explorerait les possibilités dans ce sens. Un tel gouvernement populaire et de gauche pourrait organiser un comité d'audit de la dette avec une large participation citoyenne, qui permettrait de déterminer quelle partie de la dette est illégale et odieuse, suspendrait unilatéralement les paiements et répudierait ensuite la dette identifiée comme illégitime, odieuse et/ou illégale.[23] »

Finalement, Alexis Tsipras m'a proposé de préparer avec lui et Pierre Laurent, président à l'époque du Parti de la Gauche européenne, une conférence européenne dont un des thèmes serait la dette. Elle devait se tenir en mars 2014 à Athènes. Cela ne s'est pas concrétisé car, lors d'une réunion tenue en décembre 2013 à Madrid, le Parti de la Gauche européenne a décidé de convoquer une conférence à Bruxelles, à la place d'Athènes, au printemps 2014.

Lors de cette conférence de Bruxelles qui a eu très peu de répercussions et où étaient présents entre autres Alexis Tsipras, Pierre Laurent ainsi que Gabi Zimmer (membre de Die Linke et présidente du groupe parlementaire de la GUE/NGL au parlement européen), j'ai participé comme conférencier à un panel avec Euclide Tsakalotos qui allait devenir le ministre des Finances d'Alexis Tsipras à partir de juillet 2015 [24].

Je me suis rendu compte dès ce moment que Tsakalotos n'était absolument pas favorable à un plan B portant sur la dette, les banques, la fiscalité. Son plan était de négocier à tout prix avec les institutions européennes pour obtenir une réduction de l'austérité sans recourir à la suspension de paiement de la dette et à l'audit. Lors de cette conférence, j'ai de nouveau argumenté en faveur d'un plan B qui devait inclure l'audit et la suspension de paiement de la dette. La discussion sur la nécessité d'un plan B ne date donc pas de 2015, elle remonte clairement aux années 2013-2014. Le noyau dirigeant autour de Tsipras a décidé d'exclure la préparation d'un plan B et s'est accroché à un plan A irréalisable.

Revenons au récit présenté par Varoufakis. Quelques jours après la rencontre que j'ai eue fin octobre à Athènes avec Tsipras, celui-ci s'est rendu au Texas à un séminaire organisé par Varoufakis et son ami et collègue James Galbraith.

> « En novembre 2013, Jamie et moi avons organisé un colloque de deux jours à l'Université du Texas sur le thème « La zone euro peut-elle être sauvée ? » Alexis, Pappas et Stathakis, très attendus, devaient intervenir. Le but était de présenter les trois dirigeants de Syriza à quelques figures des élites européenne et américaine, à des dirigeants de syndicats, des universitaires et des journalistes. […] Au cours du colloque, Pappas et lui ont assisté à un débat particulièrement houleux entre ma pomme et Heiner Flassbeck, un économiste allemand de gauche, ancien ministre des Finances du gouvernement Schroeder. Flassbeck affirmait qu'il était impossible de libérer la Grèce de sa prison pour dettes tout en la maintenant dans la zone euro. Un gouvernement Syriza devait viser le Grexit, disait-il, en tout cas c'était la meilleure menace à brandir contre ses créanciers – c'était d'ailleurs le point de vue de la Plateforme de gauche, une faction de Syriza qui comptait parmi ses membres un tiers du comité central du parti. Ce jour-là, à Austin, j'ai acquis la conviction qu'Alexis n'était pas d'accord avec cette analyse ; si quelqu'un menaçait le pays du Grexit, ça devait être la troïka, pas Syriza. »

En juin 2014 a lieu une nouvelle rencontre avec l'équipe des économistes de Tsipras :

> « Ce mois de juin 2014, rentré en Grèce pour les vacances d'été, j'ai retrouvé Alexis et sa petite bande d'économistes pour les prévenir qu'une nouvelle menace se profilait. »

Varoufakis explique qu'il les a mis en garde contre l'action que la BCE comptait mener à partir de début 2015 : fermer le robinet des liquidités aux banques de certains pays de la zone euro et ne leur ouvrir que le robinet des liquidités d'urgence. Cela visait notamment la Grèce :

> « Deux jours plus tard, j'ai eu un nouveau rendez-vous avec Alexis et Pappas.
>
> – Tu te rends compte que tu es le seul à pouvoir superviser la mise en œuvre de la stratégie que tu proposes ? m'a demandé Pappas. Tu es prêt ? »
>
> Varoufakis continue : « Une semaine plus tard, Wassily Kafouros, un ami que j'avais connu quand j'étais étudiant en Angleterre, a semé de nouveaux doutes dans mon esprit. D'après lui, j'étais la dernière personne à ignorer que Dragasakis était extrêmement proche des banquiers.
>
> – Quelle preuve tu as, Wassily ?
>
> – Je n'ai pas de preuves mais ça se sait, il est connu pour entretenir d'excellentes relation avec les banquiers, depuis son passage au Parti.
>
> Je pensais que c'était une accusation infondée »

Varoufakis montrait clairement sa méconnaissance de Syriza et de ses dirigeants. En effet, Dragasakis avait depuis des années des liens avec les banquiers. Lui-même avait été administrateur d'une banque commerciale de taille moyenne. Il fait en quelque sorte le pont entre Tsípras et les banquiers. Syriza était une formation nouvelle, et donc ses leaders politiques avaient relativement peu d'enracinement dans les sphères étatiques – contrairement, par exemple, au PASOK dont l'histoire est liée à la République et à la gestion des affaires de l'État. Alors qu'avant janvier 2015, parmi les dirigeants de Syriza, aucun n'avait occupé une fonction dans l'État, le seul à avoir été ministre à un moment donné, pendant quelques mois en 1989, était… Dragasakis. Il s'agissait d'un gouvernement de coalition entre le parti de droite Nouvelle démocratie et le Parti communiste (KKE) dont Dragasakis faisait partie à l'époque. Dragasakis était clairement opposé à ce qu'on touche aux intérêts des banques privées grecques, il était également opposé à l'audit de la dette et à une suspension de paiement. Il était favorable au maintien dans la zone euro.

En août 2014, Varoufakis finit par faire part de ses doutes sur Dragasakis et la volonté de changer le programme de Syriza :

> « – Ecoute, Alexis, j'ai entendu dire que Dragasakis est extrêmement proche des banques. Et, plus généralement, qu'il ferait semblant de trouver une issue, alors qu'il cherche à maintenir le statu quo.

> Il ne m'a pas répondu tout de suite. Il a regardé au loin vers le Péloponnèse avant de se retourner en lâchant :
>
> – Non, je ne pense pas. C'est bon.
>
> J'étais déconcerté par son laconisme. Est-ce parce qu'il avait aussi des doutes mais préférait croire à la probité d'un camarade plus âgé ? Était-ce une façon d'ignorer ma question ? Aujourd'hui encore je ne sais pas. Sur le moment il m'a dit que je n'avais pas le choix : de toute façon, je serais amené à jouer un rôle essentiel dans les négociations. »

Varoufakis confirme que Tsipras peut compter sur lui mais pose une condition : il veut pouvoir intervenir dans l'élaboration du programme économique de Syriza avant les élections. Tsipras accepte.

Après sa dure critique contre le programme de Thessalonique de septembre 2014, Varoufakis s'attend à ce que cela mette fin à la collaboration avec Tsipras. Coup de théâtre, Pappas lui téléphone, gai comme un pinson, comme si de rien n'était en lui proposant une nouvelle rencontre. Varoufakis exprime son étonnement et Pappas lui répond : « – *Arrête, ça ne change rien. Le Programme de Thessalonique était un cri de ralliement pour nos troupes. Pas plus. On compte sur toi pour mettre en forme le vrai programme économique de Syriza.* » Varoufakis consent dans ces conditions à poursuivre la collaboration et finira par accepter de devenir ministre des Finances. Il explique qu'à la réunion au cours de laquelle il a donné son accord, l'échange suivant a eu lieu :

> « – Comme vous le savez, j'ai de sérieuses réserves sur le Programme de Thessalonique. J'ai même très peu de respect pour ce programme. Puisqu'il a été présenté au peuple grec comme votre profession de foi économique, je ne vois pas comment je pourrais, en toute honnêteté, endosser la responsabilité de le mettre en œuvre en tant que ministre des Finances.
>
> Pappas a sauté sur l'occasion pour me dire et me redire qu'en aucun cas je ne devais considérer ce programme comme une contrainte.
>
> – Tu n'es même pas membre de Syriza.
>
> – D'accord, mais vous ne vous attendez pas à ce que je le devienne si j'accepte le poste ?
>
> – Non, en aucune façon, est intervenu Alexis, dont la réponse était très étudiée. Je ne veux pas que tu sois membre de Syriza. Je ne veux pas que tu pâtisses des prises de décision collectives longues et alambiquées du parti. »

Conclusion

Varoufakis était un électron libre, sans influence dans Syriza (il n'en était pas membre). Tsipras considérait qu'il pourrait, en cas de nécessité, le démissionner sans provoquer de grands remous dans le parti. Le profil de Varoufakis correspondait au casting défini par

Tsipras et Pappas : économiste universitaire, brillant, bon communicateur maniant la provocation et la conciliation avec le sourire, dominant parfaitement l'anglais.

À travers le témoignage de Varoufakis, on découvre qu'à des étapes très importantes, des choix sont faits dans le dos de Syriza au mépris des principes démocratiques élémentaires

Alexis Tsipras a décidé de fonctionner en petit comité dans le dos de son propre parti plutôt que de mettre en pratique une orientation politique décidée de manière collective au sein de Syriza et approuvée démocratiquement par la population grecque. Nommer Yanis Varoufakis ministre des Finances et lui recommander de ne pas devenir membre de Syriza correspondait à une logique de gouvernance technocratique selon laquelle la responsabilité de Varoufakis ne pourrait être engagée ni devant Syriza, ni devant les électeurs grecs, mais uniquement devant Alexis Tsipras et son petit cercle. Il est évident que l'absence de participation populaire et de mécanismes démocratiques dans l'élaboration de l'orientation politique allait à l'encontre de la nécessité, pour un gouvernement de gauche, de faire appel à la mobilisation populaire afin de mettre en pratique le programme politique radical sur lequel il s'était fait élire. Le rappel des événements intervenus entre 2011 et fin 2014 est indispensable pour comprendre ce qui s'est passé après la victoire électorale de Syriza en janvier 2015.

Notes

[1] Traduction française, Ed. Les Liens qui Libèrent, octobre 2017.

[2] De mon côté j'ai analysé la crise des banques grecques dans « Grèce : Les banques sont à l'origine de la crise » Voir aussi Patrick Saurin, "La « Crise grecque » une crise provoquée par les banques".

[3] CADTM, « Le tribunal de l'AELE rejette les réclamations « Icesave » contre l'Islande et ses habitants« , publié le 29 janvier 2013.

[4] Voir le chapitre 1 du Rapport préliminaire de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque

[5] Voir le chapitre II, p. 17.

[6] En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/europe/articl… A signaler que ce type d'article est très rare dans le quotidien Le Monde. La presse conservatrice grecque (notamment le quotidien Kathimerini) souligne le mécontentement de la Commission européenne. La porte-parole de la Commission, Mme Annika Breidthardt, a déclaré le 1er août 2017, que la décision du tribunal n'est pas conforme aux décisions précédentes de la justice et réitéré que « la Commission est pleinement confiante dans l'exactitude et la fiabilité des données de l'ELSTAT au cours de la période 2010-2015 et au-delà ».

[7] Varoufakis écrit ensuite : *« Convaincu que la faillite était certaine, quelles que soient nos paroles apaisantes, j'ai continué à enfoncer le clou. Par ailleurs, le fait que j'avais rédigé des discours pour le Premier ministre Papandreou a retenu l'attention de la BBC et d'autres organes de presse étrangers. »*

[8] Renaud Vivien, Eva Joly, « En Islande, les responsables du naufrage bancaire n'ont pas

pu acheter leur procès », publié le 20 février 2016.

[9] Mayes, D. (2009). *Banking crisis resolution policy – different country experiences.* Central Bank of Norway.

[10] Cette banque a ensuite changé de nom, elle s'est appelée Emporiki et a été achetée par la banque française Crédit Agricole.

[11] Voir le texte de cette lettre dans James K. Galbraith, *Crise grecque, tragédie européenne*, Paris, Le Seuil, 2016.

[12] « Ouvrez les livres de comptes de la dette publique ! »

[13] Article publié le 5 décembre 2010 par le quotidien *Eleftherotypia.*

[14] En 2011, *Ethnos tis Kyriakis*, de centre-gauche, était le troisième quotidien grec en termes de tirage (100 000 exemplaires). Version en grec de l'interview publiée le 9 janvier 2011. Voir la version française.

[15] Voir en grec : ΣχόλιαΓιάνης Βαρουφάκης Debtocracy : Γιατί δεν συνυπέγραψα, publié le 11 avril 2011

[16] Voir à propos de Debtocracy : « Dette : les Grecs et la Debtocracy », publié le 13 juillet 2011.

[17] Voir le diaporama de mon exposé : Eric Toussaint, Greece : Symbol of Illegitimate Debt, publié le 12 mars 2011. Les principales propositions qui ressortaient de mon exposé sont exprimées dans ce texte : Éric Toussaint, « Huit propositions urgentes pour une autre Europe », publié le 4 avril 2011.

[18] Elena Papadopoulou and Gabriel Sakellaridis (eds.), *The Political Economy of Public Debt and Austerity in the EU*, Athens : Nissos Publications 2012, 290 p. Le livre est disponible en PDF ici.

[19] Nadia Valavani est une personnalité publique grecque respectée, notamment pour le courage dont elle a fait preuve dans la lutte contre la dictature des colonels. Elle soutient Unité populaire depuis août-septembre 2015.

[20] Daniel Munevar a également participé à cette discussion. Il a fait partie de l'équipe des conseillers de Varoufakis lorsque celui-ci était ministre des Finances.

[21] Source http://links.org.au/node/2888 (traduction en français à partir de l'anglais).

[22] Voir Éric Toussaint : « Le peuple grec se trouve aujourd'hui à l'épicentre de la crise du capitalisme ».

[23] Voir « L'appel d'Alexis Tsipras pour une Conférence internationale sur la dette est légitime », publié le 23 octobre 2014.

[24] Euclide Tsakalotos, qui en 2014 était professeur d'économie au Royaume-Uni, a remplacé à partir de juillet 2015 Varoufakis au poste de ministre des Finances. Il occupait toujours cette fonction début 2017 dans le gouvernement Tsipras II.